



POUR UNE ÉDUCATION INCLUSIVE DES FILLES ET DES JEUNES FEMMES AU NUMÉRIQUE

OCTOBRE 2021


MINISTÈRE
DE L'EUROPE
ET DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES

*Liberté
Égalité
Fraternité*



Avec et pour les enfants



© Plan International France,
ministère de l'Europe et des Affaires étrangères

Cette publication a été rédigée par Michelle Perrot pour Plan International France, avec les contributions et les relectures de Joanna Godrecka-Bareau, Marie Soulié, Charlotte Lebas, Elisa Taiwo et Axelle Fofana pour le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères.

AVANT-PROPOS

Tandis que la pandémie de la COVID-19 a permis d'accélérer depuis deux ans l'usage des plateformes numériques, le thème de la Journée internationale des droits des filles, célébrée le 11 octobre, choisi par l'ONU cette année, « *Génération numérique* », met l'accent sur l'importance de réduire la fracture numérique persistante pour les filles et les jeunes femmes, si nous voulons que la transformation numérique en cours bénéficie à tous et toutes.

Cette publication conjointe du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et de Plan International France entend mettre l'accent sur un des enjeux clés de la fracture numérique, celui de l'éducation numérique des filles et des jeunes femmes. Ces dernières dépendent de plus en plus des espaces en ligne pour acquérir des connaissances, des compétences, participer à des débats politiques et conduire le changement. L'internet façonne leurs connaissances, leurs perspectives et leurs opinions. Il peut être un outil puissant pour faire avancer l'égalité de genre en permettant aux adolescentes et aux jeunes femmes de réaliser leur plein potentiel et de poursuivre leurs aspirations à devenir des *leaders* et des citoyennes actives. Néanmoins, si elles ne disposent pas des compétences requises pour y naviguer en sécurité et distinguer les informations fiables des fausses, cela limitera tous les autres aspects de leur vie sans être exposées à des contenus qui portent atteinte à leur dignité et au principe d'égalité.

La désinformation et les fausses informations en ligne affectent les droits des filles à la participation, à l'éducation et à la liberté d'expression. Nous devons en être conscients, et en comprendre les effets très spécifiques sur les filles et les jeunes femmes, y compris en termes de violences, afin de pouvoir adapter les solutions à leurs besoins.

Cette publication présente les résultats d'une étude conduite sur ces questions par Plan International auprès de 26 000 adolescentes et jeunes femmes dans 32 pays¹, qui interroge la manière dont l'apprentissage, l'engagement global envers le monde dans lequel vivent les adolescentes et jeunes femmes, est façonné par l'exposition de ces dernières aux espaces en ligne : comment les informations et les idées sur Internet affectent, positivement ou négativement, leur éducation, leur activisme et leur capacité à faire leur chemin dans le monde ? Quelle est l'expérience des filles et des jeunes femmes en matière d'accès à l'information en ligne - y compris en matière de désinformation - et qu'apprennent-elles sur les questions civiques, politiques et sociales qui leur importent le plus ? En plus de faire entendre la voix des filles et des jeunes femmes sur ces questions, la présente publication partage des exemples de programmes mis en œuvre pour relever les défis identifiés et formule un certain nombre de pistes d'actions à l'attention des différentes parties prenantes.

Cyrille Pierre,
*directeur général adjoint de la mondialisation, de la culture,
de l'enseignement et du développement international
du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères*

Anne Bideau,
*directrice générale
Plan International France*

1. Rapport 2021 de Plan International sur l'état des filles dans le monde : « The truth gap : how misinformation and disinformation online affect the lives, learning and leadership of girls and young women ».

1. DÉFIS

RELATIFS À L'ÉDUCATION DES ADOLESCENTES ET DES JEUNES FEMMES AU NUMÉRIQUE



« Le premier sujet sur lequel je souhaite trouver des informations en ligne est celui des droits humains, pour mieux les connaître : c'est le sujet principal de mon action militante – les droits humains des filles et des jeunes femmes ».

Lisa, 15 ans, Brésil.

Les informations sur les pièges de la désinformation² et de la mésinformation³ ne manquent pas, mais leur impact particulier sur les filles et les jeunes femmes est très peu connu. L'apprentissage en ligne offre aux filles de grandes opportunités pour atteindre l'égalité femmes-hommes, agir et être des agents du changement. Mais cela présente aussi des risques et des dangers. Pour cette raison, il faut que les filles et les jeunes femmes soient capables de naviguer dans les espaces en ligne afin de pouvoir s'engager en toute confiance et en toute connaissance de cause sur les sujets qui les intéressent et d'être en sécurité.

Les fausses informations nous affectent tous et toutes – elles sont très répandues et inévitables, mais pour les filles et les jeunes femmes qui découvrent le monde et la place qu'elles y occupent, ce type d'information peut avoir de graves conséquences et entraver leurs capacités à développer leur *leadership*. Les attaques dont les femmes sont victimes dans la vie publique – les stéréotypes de genre perpétués, qui peuvent conduire à la discrimination, à la violence, aux abus et au harcèlement, ainsi que la difficulté à distinguer les faits de la fiction ou des opinions, tout cela entrave la capacité des filles à se voir comme des *leaders* dont les idées importent et qui ont la capacité de changer le monde.

Par ailleurs, les filles et les femmes sont souvent très dépendantes à l'égard des informations disponibles en ligne sur certains sujets – en particulier concernant leurs droits en santé et droits sexuels et reproductifs, les droits des filles et les mouvements féministes – dont elles ne peuvent pas nécessairement discuter librement à la maison ou à l'école. De ce fait, les fausses informations sont d'autant plus problématiques et ont des conséquences profondes sur la santé et l'avenir des filles, ainsi que sur leurs capacités en termes de participation à la vie civique et politique et leur épanouissement en général.

« S'agissant de la sexualité, je n'ai vraiment pas eu la possibilité d'en parler, ni de savoir ce qui se passe quand on grandit, car dans mon pays, les adultes ne parlent pas vraiment de ces questions. Donc le seul endroit où je peux tout savoir à ce sujet, c'est sur Internet ».

Lisa, 22 ans, Malawi.

« Sur Internet, j'ai découvert une multitude d'informations concernant l'égalité de genre et le féminisme, le changement climatique, la santé mentale, la violence fondée sur le genre, la sexualité et la santé sexuelle, la COVID-19 et les droits des personnes handicapées... Ce qui me motive, ce sont mon empathie et ma détermination à m'engager dans la lutte pour la justice ».

Lola, 18 ans, Bénin.

« J'essaie toujours de trouver des informations sur ce qui se passe dans le monde, la politique, l'évolution des États en matière de mariage précoce, les lois qu'ils adoptent. Je suis aussi très intéressée par le type d'activisme que pratiquent les différentes organisations mondiales et comment nous pouvons, grâce à ces informations, créer des alliances pour travailler sur ces sujets ».

Ana, 22 ans, République dominicaine.

2. Désinformation : une information fausse, trompeuse et souvent préjudiciable qui est partagée dans l'intention de faire du mal et/ou dans un but lucratif.
3. Mésinformation : des informations fausses, trompeuses et souvent préjudiciables que des personnes partagent par erreur.



« Il faut lire tant d'articles et... c'est là qu'on commence à bien mieux comprendre les informations. Mais aussi, certaines personnes partagent des informations en vue de tromper les autres. Et il y en a d'autres qui partagent des informations pour permettre aux autres de mieux comprendre un sujet. Donc, je pense que ce n'est pas facile. Il faut lire beaucoup et être très motivée ».

Mia, 20 ans, Kenya.

PRINCIPAUX CONSTATS SUR L'ACTIVITÉ DES ADOLESCENTES ET DES JEUNES FEMMES EN LIGNE :

- **Les filles et les jeunes femmes passent beaucoup de leur temps en ligne**, poussées par une quête de savoirs et d'information - le désir d'étendre leurs connaissances au-delà des frontières de leur propre famille, école et communauté. Les possibilités que l'Internet offre sont illimitées : tout type d'information est disponible en ligne et, en particulier, l'Internet permet d'entrer en contact avec des personnes partageant les mêmes idées à travers le monde. Pour les filles et les jeunes femmes, en particulier celles issues de groupes minoritaires, cela est inestimable.
- **93 % des filles interrogées et des jeunes femmes interrogées ont été influencées par des informations en ligne.**
- **Les plateformes de médias sociaux sont les endroits les plus populaires** auprès des jeunes activistes interrogées pour trouver les informations dont elles ont besoin. Cependant, elles ont été classées, comme étant l'espace où l'on trouve le plus de fausses informations et de désinformation.
- **Sept filles et jeunes femmes sur dix n'ont jamais appris à repérer les fausses informations** et désinformations à l'école ou par des membres de leur famille.
- **Il n'y a pas une seule source en ligne à laquelle la majorité des filles et des jeunes femmes interrogées font confiance.**
- Comme pour la question du harcèlement et des abus en ligne étudiée en 2020, **les filles et les jeunes femmes sont largement laissées à elles-mêmes face à la question de la désinformation.**
- Seule une poignée de pays a mis en place des **programmes complets d'apprentissage du numérique.**
- Même lorsqu'on leur demande spécifiquement à qui elles ont demandé de l'aide, **la plupart des jeunes militantes confirment qu'elles se débrouillent seules.** Elles ont le sentiment que tout dépend de l'utilisateur et de l'utilisatrice individuel-le, et non des fournisseurs de plateformes ou des législateurs et législatrices gouvernementaux.
- **91% des filles et des jeunes femmes interrogées se disent préoccupées** par la question des fausses informations et/ou de la désinformation en ligne. 40% sont extrêmement préoccupées par ces questions.
- **Les fausses informations et la désinformation limitent le militantisme des filles :** du fait des fausses informations et de la désinformation, une fille interrogée sur quatre se sent moins sûre d'elle pour partager ses opinions et une sur cinq ne s'engage plus en politique ou dans les affaires courantes.

2. INITIATIVES PERMETTANT DE RELEVER CES DÉFIS



A. UNE INITIATIVE DE L'ONG PLAN INTERNATIONAL : LE PROGRAMME GIRLS OUT LOUD⁴

Girls Out Loud est un espace en ligne sûr destiné aux filles et aux jeunes femmes (âgées de 13 à 24 ans) où elles peuvent discuter des questions qui leur tiennent à cœur. Dans le cadre de groupes privés sur Facebook modérés par Plan International, elles posent des questions et parlent de l'image qu'elles ont d'elles-mêmes, de la violence fondée sur le genre, des grossesses d'adolescentes, de l'avortement, des droits des personnes LGBTQIA+ et de la pandémie de la COVID-19 actuelle – devenue le sujet de discussion principal

parmi tous les groupes de discussion. Compte tenu des restrictions imposées sur les rassemblements sociaux et de la fermeture des écoles à l'échelle mondiale, les espaces sûrs traditionnels pour les filles et les jeunes femmes menacent de disparaître. Sur la plateforme Girls Out Loud, elles peuvent poser des questions liées à la pandémie, recevoir des informations exactes et échanger leurs expériences avec d'autres filles.

« Merci pour toutes les informations que vous nous fournissez, elles sont très importantes pour nous aider à assurer notre bien-être ».

filles de 16 ans, Guatemala.

Lancée en Colombie en 2017, la plateforme Girls Out Loud couvre aujourd'hui 11 pays : le Bénin, la Colombie, le Guatemala, la Guinée, le Pérou, les Philippines, le Sénégal, la Sierra Leone, le Timor Oriental, la République dominicaine et le Royaume-Uni, où l'espace s'appelle « *Girls Shout Out* » (« Les filles s'expriment haut et fort, en français »). Cette initiative a vocation à s'étendre à tous les pays d'intervention de Plan International. La taille des groupes Facebook de Girls Out Loud varie d'un pays à l'autre (200-1200 membres). À ce jour, plus de 5 000 filles font partie des groupes Girls Out Loud.

Pour Plan International, le programme Girls Out Loud est l'occasion de poursuivre ses initiatives d'engagement auprès des communautés et de mesurer l'impact de la COVID-19, entre autres sujets importants, sur la vie des filles et des jeunes femmes.

Les filles qui passent du temps sur les médias sociaux s'exposent à divers risques. Plan International les aide à rester en sécurité, non seulement dans leur groupe, mais également sur Facebook en général. Les sujets discutés sont la manière de configurer les paramètres de confidentialité sur « privé », de bloquer des utilisateurs ou de signaler un contenu dérangeant. Il est également question de l'identification des fausses informations et de la désinformation et de ce qu'il faut faire pour les contrer, ainsi que de la manière d'assurer la sécurité des informations d'un compte quand on utilise un dispositif partagé.

Dans le groupe Girls Out Loud de la Sierra Leone, un grand nombre de demandes de clarifications au sujet de fausses informations sur le virus ont été soumises depuis le début de la pandémie de la COVID-19. Les filles partageaient souvent les désinformations qu'elles entendaient dans leurs communautés – y compris le « fait » mensonger selon lequel « les Africains ne peuvent pas attraper la COVID-19 ». Le groupe Girls Out Loud a permis de promouvoir des informations fiables sur la COVID-19 et d'indiquer où elles sont disponibles en ligne. Par ailleurs, un atelier en présentiel a été organisé par Plan International, au cours duquel les filles ont reçu des conseils sur la manière d'identifier les fausses informations et la désinformation, et des messages visant à les contrer ont été élaborés.

4. Site officiel : <https://girlsloutmundial.org/fr/home-fr/>

LES OBJECTIFS :

- **Créer un espace numérique** sûr où les filles peuvent parler librement de leurs problèmes, interagir avec leurs pairs de tout le pays et bénéficier de leur soutien.
- **Collecter des données authentiques en temps réel** pour permettre à Plan International de cibler l'intervention.
- **Mettre en place un canal pour tenir les filles informées de leurs droits**, en leur garantissant l'accès à des données précises et fiables ; un moyen de responsabiliser les filles et de les aider à prendre des décisions.

QUEL EST L'IMPACT ?

Les filles du monde entier vont défier les stéréotypes de genre, à la fois entre elles et dans leurs communautés. Les organisations de terrain et les ONG amplifient la voix des filles pour plaider en faveur du changement, tant au niveau communautaire que national et mondial. Les voix des filles sont entendues par les gouvernements et les décideurs et décideuses du monde entier.

« Je salue vraiment l'initiative Girls Out Loud de Plan Burkina Faso. C'est une bonne initiative qui permet aux jeunes filles de mieux s'exprimer avec leurs semblables, de partager des expériences qui entrent dans le cadre de leur épanouissement. Si cette plateforme n'existait pas, il faudrait la créer. J'ai eu de nombreuses amies avec cette plateforme.

En plus, j'ai eu à participer à des formations, ce qui me rend éveillée et utile dans la société. Cette idée de poster des messages de sensibilisation relève de cette plateforme Girls Out Loud. Mon souhait, c'est que la plateforme continue de fonctionner afin d'aider les filles à révéler leur *leadership* féminin et à promouvoir une jeunesse féminine engagée pour un monde meilleur ».

Citation d'une fille du Burkina Faso

B. UN PROJET SOUTENU PAR L'AFD : LE PROJET AMPLIFIER LES VOIX DES JEUNES FÉMINISTES D'AFRIQUE DE L'OUEST MENÉ PAR L'ONG EQUIPOP

« **Amplifier les voix des jeunes féministes** » : ce projet, mis en œuvre par Equipop, vise à améliorer les synergies entre jeunes féministes ouest-africaines, afin de renforcer leurs organisations et d'appuyer leur action collective, au niveau national et régional. Dans quel but ? Produire un effet transformatif sur les politiques et les programmes existants et renforcer la participation des jeunes féministes dans les espaces de construction des politiques de demain.

Soutenu par l'Agence française de développement (AFD) depuis septembre 2020, pour une durée de trois ans, il concerne 8 pays (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée, Mali, Mauritanie, Niger et Sénégal), et bénéficie d'un financement de 3.5 millions d'euros.

Les jeunes féministes utilisent les espaces et outils numériques au sein du projet comme autant de leviers de renforcement de leur action collective.



- **L'animation d'un groupe WhatsApp permet de renforcer l'empowerment collectif des jeunes féministes.**

L'animation d'un groupe WhatsApp permet d'entretenir une dynamique de réseau et d'empowerment collectif. Sur cet espace, les jeunes féministes et Equipop échangent sur l'actualité générale de leurs pays, les faits marquants liés aux droits des femmes, partagent et s'encouragent mutuellement pour mettre en œuvre leurs activités, relayent des opportunités de financement ou d'engagement dans des dynamiques régionales, et se soutiennent en cas de difficultés.

L'utilisation de whatsapp permet par exemple d'organiser la représentation du réseau lors de divers événements internationaux. L'utilisation de l'outil a par exemple permis la participation d'Oumou Salif Touré au nom du réseau lors du Forum Génération Égalité à Paris.

- **Les jeunes activistes du réseau organisent régulièrement des rencontres et réunions participatives en ligne pour agir sur des points précis.**

Les échanges réguliers sur zoom permettent aux jeunes féministes du réseau d'avancer sur des sujets importants, en complément des échanges informels sur le groupe whatsapp. Ces séances en ligne permettent d'entretenir la mobilisation et l'esprit de groupe de ces jeunes activistes, et de travailler de façon participative sur un sujet précis, comme une mobilisation en cours, ou sur un élément de fond lié au fonctionnement du réseau.

Ces échanges permettent des réalisations concrètes. Une boîte à outils sur la mobilisation des jeunes dans le Forum Génération Égalité a ainsi été co-construite par Equipop et les membres du réseau lors de séances de travail en ligne, permettant à chacune de partager ses expériences de mobilisation.

- **L'utilisation des réseaux sociaux permet également aux membres de communiquer avec les autres féministes et de partager des initiatives inspirantes pour faire avancer les causes défendues.**

Les pages Facebook et Twitter à disposition des jeunes activistes leur permettent de rester en contact avec les autres mobilisations féministes dans la région, en se rendant plus visibles, et en partageant les différentes prises de positions et activités. Les membres du réseau organisent également, de manière ponctuelle, des campagnes pour attirer l'attention sur un sujet en lien avec leurs priorités féministes. Les Lives Instagram ont également permis de porter ces voix féministes et de sensibiliser sur des sujets d'actualité.

Lors du 8 mars, des portraits des membres du réseau ont par exemple été diffusés sur les comptes Twitter et Facebook du réseau, pour mobiliser leur communauté sur l'engagement féministe.

3. PISTES D'ACTION



Les pistes d'action qui suivent s'adressent aux décideurs et décideuses et reposent sur les propositions formulées par les filles et les jeunes femmes.

Les filles et les jeunes femmes aspirent au changement. Non seulement elles souhaitent recevoir un appui ciblé dans le cadre de leur propre apprentissage du numérique, mais elles demandent également que les gouvernements et les médias sociaux assument leur responsabilité dans la prévention et la lutte contre les fausses informations et la désinformation. Selon elles, il est évident que, même si l'école et les centres de formation doivent aider les filles et les jeunes femmes à naviguer sur Internet, ce n'est pas à elles, ni aux parents et aux *leaders* communautaires, d'assumer la responsabilité des informations qui sont publiées en ligne.

« Je pense que chacun d'entre nous joue un rôle important pour rendre les espaces numériques beaucoup plus sûrs, beaucoup mieux pour nous. Mais si les décideurs se mobilisaient davantage, je pense que cela aiderait certainement à résoudre ces problèmes ».

Dira, 18 ans, Indonésie.

PISTES D'ACTION POUR LES GOUVERNEMENTS :

A. PROMOUVOIR L'APPRENTISSAGE DU NUMÉRIQUE

- **Investir** dans l'éducation aux technologies de l'information et de la communication (TIC) et l'apprentissage du numérique en soutenant les initiatives d'acquisition de compétences numériques et d'autonomisation pour tous les enfants du monde, en particulier les filles et les jeunes femmes dans toute leur diversité, ainsi que pour leur famille.
- **Établir** des programmes complets d'apprentissage du numérique, y compris dans le cadre des programmes d'enseignement scolaire, et cela dès le primaire, afin de répondre aux besoins spécifiques des filles et des jeunes femmes. L'acquisition de ces compétences doit faire partie d'un système éducatif global qui promeut l'égalité de genre.
- **Reconnaître** et traiter les conséquences de la désinformation et de la mésinformation sur les filles en particulier, en s'associant également aux efforts de lutte contre la violence en ligne fondée sur le genre.
- **Apporter** un appui financier et technique aux organisations de jeunes féministes et aux groupes de protection des filles dans l'environnement numérique, en particulier ceux qui luttent contre les fausses informations, la désinformation et la violence en ligne fondée sur le genre.
- **Travailler** avec la société civile en vue d'élaborer et d'exécuter des initiatives d'apprentissage du numérique afin que les communautés, les familles et la société civile soient mieux informées sur les possibilités qu'offre l'Internet et ses risques.
- **Encourager** des discussions plus étendues visant à éliminer les inégalités et à combler la fracture numérique de genre, en particulier en reconnaissant les normes néfastes qui limitent l'inclusion numérique des filles ainsi que les violences et les abus en ligne, auxquels les fausses informations et la désinformation contribuent également.
- **Faire participer de manière effective** les filles et les organisations de la société civile aux discussions politiques et législatives afin de veiller à ce que la réglementation des plateformes en ligne, les stratégies destinées à encourager la connectivité des filles et à lutter contre la violence en ligne et les initiatives d'apprentissage du numérique répondent à leurs objectifs – en tenant compte des besoins divers des filles et de leur vécu. Dans la mesure du possible, des mesures d'atténuation du stress et de l'impact psychologique de l'hostilité à laquelle il est possible de se heurter sur les espaces en ligne devraient être prises en compte.

B. PROTÉGER LES DROITS ET EN ASSURER UN SUIVI

- **Encourager** la reconnaissance et la prise en compte dans le cadre des lois, des réglementations et des politiques publiques de la nécessité de protéger et promouvoir l'intérêt des enfants, en prenant des mesures proactives en vue d'intégrer les recommandations du Comité des droits de l'enfant des Nations Unies⁵. Celles-ci soulignent l'importance de la promotion de la citoyenneté numérique pour les enfants et les adolescents – notamment en ce qui concerne l'accès à l'information, l'encouragement de la participation civique, la protection et la confidentialité, en fonction du stade d'évolution de l'enfant et selon une approche tenant compte des questions de genre et de la diversité.
- **Appuyer** la mise en œuvre de la stratégie européenne pour les droits des enfants, adoptée le 24 mars 2021, qui promeut les droits de l'enfant à l'extérieur comme à l'intérieur des frontières de l'Union européenne, afin que les enfants puissent naviguer en toute sécurité dans l'environnement numérique et tirer parti des possibilités qu'il offre.
- **Reconnaître**, examiner et traiter les incidences des fausses informations et de la désinformation sur les filles, en y associant des efforts de lutte contre la violence fondée sur le genre en ligne par le biais de programmes et d'interventions politiques. Les gouvernements peuvent notamment actualiser leurs cadres législatifs et adopter des politiques de prévention et de lutte contre la violence, le harcèlement et les discours haineux en ligne, en analysant la manière dont les fausses informations et la désinformation alimentent la misogynie, le racisme et d'autres types de contenus néfastes en ligne.

C. AMÉLIORER L'ACCÈS AU NUMÉRIQUE POUR LES FILLES ET LES JEUNES FEMMES

- **Veiller** à ce que les politiques gouvernementales sur l'accès à l'Internet soient inclusives et à ce qu'elles privilégient une connectivité plus abordable et plus effective pour tous et toutes, en particulier pour les filles et les jeunes femmes.
- **Soutenir des campagnes de sensibilisation** visant à éliminer les stéréotypes de genre et pratiques qui limitent l'autonomie des filles et des jeunes femmes dans leur accès et leur utilisation des outils numériques.
- **Encourager l'émergence d'innovations locales et systémiques** qui rendent la technologie accessible, utilisable et adaptée aux besoins des femmes et des filles.

5. Observation générale n° 25 (2021) du Comité des droits de l'enfant sur les droits des enfants relativement à l'environnement numérique, Observation générale n° 20 (2016) du Comité des droits de l'enfant sur la mise en œuvre des droits de l'enfant au cours de l'adolescence

PISTES D'ACTION POUR LES PLATEFORMES EN LIGNE :

A. PROMOUVOIR L'APPRENTISSAGE DU NUMÉRIQUE

- **Travailler** aux côtés des filles et des jeunes femmes dans toute leur diversité et en collaboration avec la société civile, afin d'enrichir l'apprentissage du numérique par les filles et les jeunes femmes et de créer de nouvelles solutions sur leurs plateformes. Les interventions doivent reposer sur les expériences et les besoins des filles : il pourrait par exemple s'agir d'élaborer des outils et des initiatives permettant de contrôler les faits et de vérifier le contenu, ainsi que de mener des initiatives de sensibilisation.

- **Lancer** des campagnes innovantes de sensibilisation du public aux fausses informations et à la désinformation, notamment des campagnes adaptées à l'âge et ciblant un public plus jeune.

B. METTRE EN ŒUVRE DES SOLUTIONS

- **Analyser** et traiter les incidences des fausses informations et de la désinformation sur les filles en particulier, en y associant des efforts visant à traiter et réduire la violence fondée sur le genre en ligne.
- **Reconnaître** les impacts des fausses informations et de la désinformation, et s'engager à mettre en œuvre des solutions sensibles au genre et à pénaliser les auteur.e.s de fausses informations et de désinformations.



- **Mettre en œuvre** des solutions techniques en vue de combattre les fausses informations et la désinformation : notamment en reliant utilisateurs et utilisatrices à des informations crédibles et réputées, ainsi qu'en modérant et en réduisant la propagation de contenus mensongers.

- **Travailler** avec les filles, les jeunes femmes et les organisations de la société civile, afin de créer de nouvelles solutions techniques qui tiennent compte de la dimension du genre dans les fausses informations et la désinformation et combattre ces dernières sur un vaste ensemble de questions qui sont importantes dans la vie des filles et des jeunes femmes.

- **Faire preuve de transparence** et de redevabilité relativement à l'exécution et l'impact d'initiatives de lutte contre les fausses informations et la désinformation.

PISTES D'ACTION POUR LES ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE ET LES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES :

- **Apporter** un appui financier et technique aux organisations de jeunes féministes et aux groupes de protection des filles dans l'environnement numérique, en particulier ceux qui luttent contre les fausses informations et la désinformation, en affichant leur solidarité avec les militant.e.s ainsi qu'en renforçant et en amplifiant les mouvements intergénérationnels.
- **Promouvoir** une collaboration et une coordination entre les différentes parties prenantes : spécifiquement la collaboration entre les pays du Sud et du Nord – y compris les filles et les

jeunes femmes, les organisations dirigées par des filles, les organisations de la société civile, les représentant.e.s gouvernementaux, les universitaires et le secteur des technologies – en vue d'amplifier l'impact en faveur du changement.

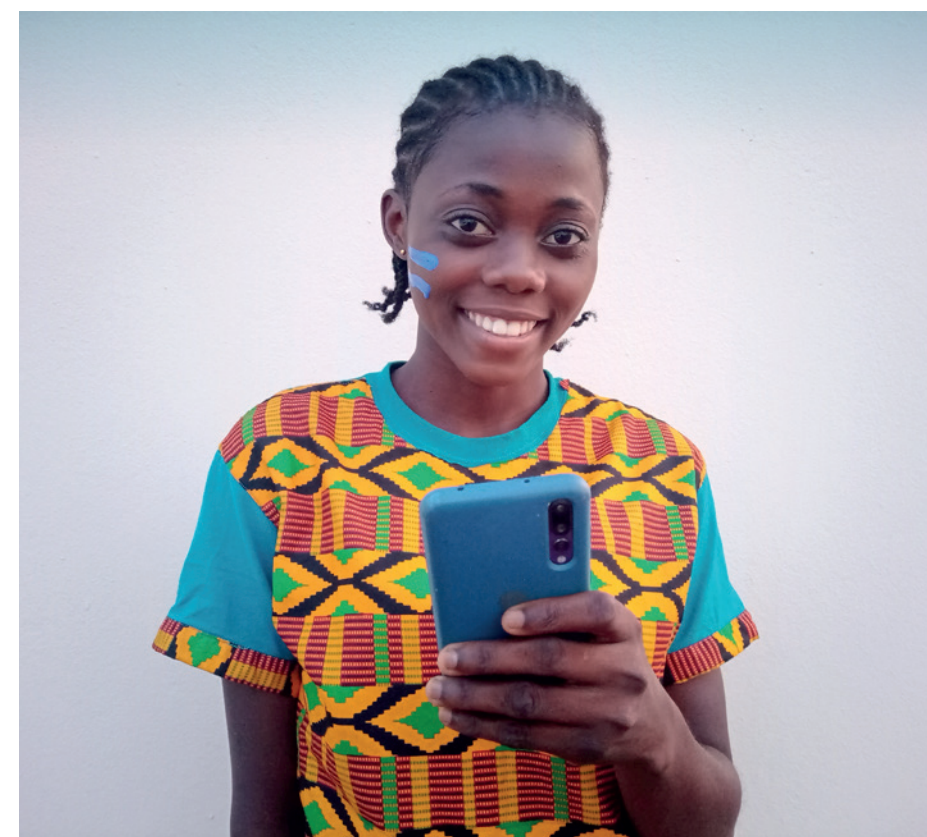
- **Développer** des programmes spécifiques d'apprentissage, formel ou non formel, du numérique.

PISTES D'ACTION POUR LES ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES ET SUPRANATIONALES :

- **Assurer** la participation effective des filles et des jeunes femmes aux discussions sur les réglementations, les normes et les politiques, en veillant à ce que leurs expériences et points de vue soient pris en compte.
- **Enquêter** sur le problème des fausses informations et de la désinformation et sur leur impact sur les droits humains des personnes. Cela comprend la poursuite de recherches sur les impacts et les dimensions de la désinformation et des fausses informations selon le genre et l'âge et un appel fort à accroître la transparence et la redevabilité au sein et dans l'ensemble du secteur des technologies.

PISTES D'ACTION POUR LES MÉDIAS :

- **Collaborer** avec d'autres organisations pour partager leur expertise et diffuser de bonnes pratiques relatives aux procédures de contrôle des faits et à d'autres méthodes de vérification. Il s'agit de partager les idées et l'expertise du secteur avec les gouvernements et les fournisseurs de réseaux en vue d'orienter l'élaboration de programmes d'éducation aux médias numériques axés sur le développement de la réflexion critique et sur l'acquisition de compétences pratiques en termes de navigation et de sécurité sur les espaces numériques.
- **S'engager** à ne pas diffuser de fausses informations et de désinformations sur leurs canaux et réseaux et, en cas de diffusion involontaire de telles informations, à y remédier de façon adéquate sous forme de correctif, en veillant à ne pas risquer de mettre en avant de fausses informations ou de leur conférer une légitimité.



PISTES D'ACTION POUR LES FOURNISSEURS DE RÉSEAUX :

- **Travailler** avec les gouvernements pour prendre des mesures visant à améliorer l'efficacité de la connectivité et étendre l'inclusivité de l'accès à l'Internet mobile : se focaliser en particulier sur du contenu éducatif accessible gratuitement, augmenter les volumes de données et réduire les coûts.

POUR UNE ÉDUCATION INCLUSIVE DES FILLES ET DES JEUNES FEMMES AU NUMÉRIQUE

OCTOBRE 2021

www.diplomatie.gouv.fr
www.plan-international.org

Conception Création : Cithéa - cithéa.com - Crédits photo : Plan International, DR.


MINISTÈRE
DE L'EUROPE
ET DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES

*Liberté
Égalité
Fraternité*



Avec et pour les enfants